



Conseil de sécurité

Distr. générale
7 mai 2002
Français
Original: anglais

Lettre datée du 7 mai 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte contre le terrorisme

Le Comité contre le terrorisme a reçu des États fédérés de Micronésie le rapport joint, qui est présenté en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité contre le terrorisme
(*Signé*) Jeremy **Greenstock**



Annexe à la lettre datée du 7 mai 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte contre le terrorisme

Lettre datée du 2 mai 2002, adressée au Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte contre le terrorisme par le Ministre des affaires étrangères des États fédérés de Micronésie

Je présente mes compliments au Comité du Conseil de sécurité et souhaite lui transmettre le rapport établi par les autorités des États fédérés de Micronésie en réponse à la résolution 1373 (2001) :

Paragraphe 1 :

Alinéa a) :

Quelles mesures, le cas échéant, ont-elles été prises pour empêcher et supprimer le financement des actes terroristes, en plus de celles énumérées dans vos réponses aux questions sur les alinéas 1 b) à 1 d).

Réponse :

Les États fédérés de Micronésie ont adopté en décembre 2000 une loi assez détaillée sur la répression du blanchiment d'argent et des produits du crime. Des décrets d'application ont été rédigés, et attendent d'être revus avant adoption. Deux projets de loi, le *Foreign Evidence Act* et le *Tansnational Extradition Act* sont déposés sur le bureau du Congrès des États fédérés de Micronésie : ils devraient aider à mener la lutte contre le terrorisme.

Les États fédérés de Micronésie se sont également dotés d'un conseil des opérations bancaires, qui joue un rôle actif et qui effectue des audits ponctuels sur toutes les opérations bancaires menées en Micronésie et peut donc bloquer des activités qui impliqueraient des terroristes présumés et leurs organisations. Le Ministère de la justice a établi une procédure de notification régulière, à ce conseil des opérations bancaires des noms des individus et organisations soupçonnés d'actes terroristes. Jusqu'à présent, aucun compte et aucune somme n'ont été saisis.

De plus, toutes les banques installées dans les États fédérés de Micronésie sont assurées auprès du FDIC et deux des trois banques sont des banques américaines, suivies de près par leurs bureaux principaux à Hawaii et à Guam. Les États fédérés de Micronésie n'ont pas encore créé de service des renseignements financiers, en raison surtout d'un manque de crédits et de capacités.

Le Congrès des États fédérés de Micronésie a ratifié un certain nombre de traités et conventions internationaux concernant la lutte contre le terrorisme, et une législation est en cours de confection; elle sera présentée au Congrès pour appliquer les mesures de lutte contre le terrorisme. Les cinq conventions que le Congrès a examinées pour ratification lors d'une session extraordinaire en 2002, sont les suivantes :

- La Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme à l'explosif, de 1997
- La Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de la navigation maritime, de 1988
- La Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, de 1971
- Le Protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, de 1988
- La Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, 1999 (devenue loi des États fédérés de Micronésie une fois signée par le Président le 12 novembre 2001).

Alinéa b) :

Quelles sont les activités énumérées dans cet alinéa qui constituent des infractions dans votre pays et quelles sont les peines applicables?

Réponse :

Un projet de loi contre le terrorisme a été rédigé et est examiné par le Ministère de la justice. Il sera rendu compatible avec les lois des États fédérés de Micronésie et comprendra des mécanismes d'exécution. Une fois cet examen achevé, il sera déposé sur le bureau du Congrès en vue d'un vote rapide.

Alinéa c) :

Quelles dispositions législatives ou procédures existent dans votre pays pour le gel des comptes et avoirs détenus dans les banques et institutions financières? Il serait utile que les États donnent des exemples de mesures pertinentes qu'ils auront prises.

Réponse :

La loi des États fédérés de Micronésie sur la répression du blanchiment d'argent et des produits du crime comporte un mécanisme permettant le gel et la saisie des recettes résultant d'activités criminelles. De plus, il est prévu des procédures complémentaires, qui seront précisées en détail dans les règlements d'application. Enfin, la législation contre le terrorisme est actuellement en cours d'examen; elle devrait comporter des peines et des procédures complémentaires pour le gel et la saisie des recettes provenant d'activités criminelles, y compris les infractions aux lois contre le terrorisme.

Alinéa d) :

Quelles sont les mesures mises en place pour interdire les activités énumérées dans cet alinéa?

Réponse :

La loi sur la répression du blanchiment d'argent fait du blanchiment d'argent une infraction criminelle passible d'une peine maximale de 10 ans ou d'une amende

de 100 000 dollars au maximum ou des deux; dans le cas d'une société, d'une entreprise, d'une entreprise commerciale, d'une entité commerciale ou de toute autre personne morale, l'amende est portée à 500 000 dollars. Des infractions complémentaires peuvent être visées par la législation contre le terrorisme, actuellement en cours d'examen.

Paragraphe 2 :

Alinéa a) :

Quelles mesures législatives ou autres avez-vous mises en place pour donner effet à cet alinéa? En particulier, quelles sont les sanctions pénales prévues dans votre pays pour réprimer i) le recrutement de membres de groupes terroristes et ii) l'approvisionnement en armes des terroristes? Quelles autres mesures avez-vous prises pour empêcher ces activités?

Réponse :

Il n'y a pas actuellement, dans les États fédérés de Micronésie de loi interdisant le recrutement de membres de groupes terroristes, mais une législation est en cours de préparation dont l'effet sera de criminaliser ce genre d'activité. La Constitution et les lois des États fédérés de Micronésie interdisent l'importation ou la possession d'armes de poing, et limite aux détenteurs d'un permis la possession d'un fusil de calibre de 0,22 d'une certaine longueur.

Alinéa b) :

Quelles autres mesures prenez-vous pour empêcher que des actes de terrorisme ne soient commis et, en particulier, quels mécanismes d'alerte rapide avez-vous mis en place pour pouvoir échanger des renseignements avec d'autres États?

Réponse :

La loi sur la répression du blanchiment d'argent permet l'échange d'informations financières entre États. Le Congrès des États fédérés de Micronésie n'a pas encore voté la loi d'assistance mutuelle, dont le projet a été déposé sur le bureau du onzième et du douzième Congrès, et qui prévoit lui aussi le partage de renseignements avec d'autres États.

Les États fédérés de Micronésie et les États-Unis d'Amérique sont liés par un Pacte de libre association. L'accord sur les moyens d'application de la loi, qui est un accord subsidiaire de ce pacte, prévoit l'échange d'informations et une aide mutuelle entre les deux États. Les États fédérés de Micronésie ont également constitué un groupe de travail sur les questions de sécurité, présidé par le Ministre de la justice et qui inclut les membres des diverses administrations, notamment des autorités nationales, des États et locales. L'information est échangée entre les diverses administrations responsables de la protection des frontières des États fédérés de Micronésie, notamment sur les questions douanières, d'immigration, de quarantaine et d'administration portuaire. Le Groupe de travail a également déterminé quel type de renseignements devaient être partagés avec d'autres États, sous réserve d'une décision du Ministre des affaires étrangères, qui est également membre de ce groupe.

Le Ministère de la justice des États fédérés de Micronésie et ses différentes directions, notamment celles de la police nationale, de la police des frontières et de la main-d'oeuvre, ont noué des relations de travail étroites avec les États voisins et avec leurs administrations, en particulier avec les États-Unis d'Amérique et les autres États signataires du Pacte de libre association, qui sont la République des Îles Marshall et la République des Palaos. Des informations sont également échangées de façon officieuse avec ces États. Le territoire américain le plus proche est Guam, et le Ministère de la justice y rencontre régulièrement des responsables du FBI et d'autres administrations américaines chargées de l'application de la loi pour échanger des informations et établir des relations.

Enfin, le Président des États fédérés de Micronésie a dans plusieurs déclarations offert son appui sans réserve aux États-Unis d'Amérique et aux efforts qu'ils font pour lutter contre le terrorisme; il a offert les ressources que les États fédérés de Micronésie pouvaient apporter à cette lutte.

Alinéa c) :

Existe-t-il des lois et des procédures interdisant de donner asile aux terroristes – par exemple, des lois visant à exclure ou à expulser les types de personnes visées dans cet alinéa? Il serait utile que les États donnent des exemples de mesures prises à cette fin.

Réponse :

La division de la police des frontières et de la main-d'oeuvre suit de très près l'entrée et le séjour, dans le territoire des États fédérés de Micronésie, de tous les étrangers. Chaque navire et chaque aéronef entrant dans le territoire micronésien peut être inspecté. Cela vise aussi les navires se déplaçant entre les quatre États constitutifs de la Fédération, et qui peuvent être inspectés dans chacun des ports. Dans chacun des quatre États fédérés il existe six bureaux disposant de leur personnel, et des postes de police des frontières sur les deux îles les plus éloignées. La Division des douanes et de la taxation surveille également tous les déplacements de personnes et de marchandises dans le pays ou entrées dans le pays. Les deux administrations sont en alerte et sont en mesure d'intercepter et de refuser l'accès au territoire de toute personne soupçonnée d'être liée à une organisation terroriste déterminée. Les policiers des frontières accomplissent également un travail sur le terrain et vérifient auprès des employeurs et des ressortissants étrangers qu'ils sont en règle.

Après l'attentat du 11 septembre, le Ministère de la justice a donné pour instructions à tous les équipages des bateaux de pêche étrangers de rester dans des zones portuaires sécurisées. Le succès de cette mesure a été mitigé, en raison surtout du fait qu'il est difficile de sécuriser les zones portuaires et parce que les pêcheurs ont besoin de se procurer des fournitures et des marchandises auprès des commerçants locaux. Mais les autorités de police de la Fédération et des États ont accru leur surveillance dans les ports et tous les ressortissants étrangers qui se trouvent dans les zones de sécurité doivent donner la preuve de leur entrée légale dans le territoire.

La seule compagnie aérienne desservant le pays, Continental Micronesia, une compagnie aérienne américaine, a été priée de fournir à l'avance le manifeste à chaque escale dans le pays, afin d'aider à identifier tous les passagers. Ce document

de bord des avions est comparé chaque jour à la liste des terroristes identifiés comme tels; en outre, les autorités des États fédérés de Micronésie ont reçu du Gouvernement australien une subvention permettant l'installation d'un système informatisé de police des frontières. Une fois qu'il sera installé, ce système permettra aux autorités des États fédérés de Micronésie de surveiller plus efficacement les déplacements des personnes qui entrent dans le pays et qui en sortent, et de partager ces informations avec les États-Unis et avec les États voisins.

Les États fédérés de Micronésie adopteront avant peu une législation ayant pour but de cibler les personnes soupçonnées de terrorisme et comportant des dispositions relatives à un moyen légal de les expulser.

Depuis le 11 septembre, les États fédérés de Micronésie ont interdit l'accès à leur territoire de plusieurs ressortissants étrangers qui venaient de régions connues pour abriter les terroristes. De plus, nous travaillons étroitement avec les autorités de police de Guam et de la République des Îles Marshall pour intercepter les personnes soupçonnées d'actes de terrorisme, même quand elles se bornent à transiter par notre région. Enfin, la police nationale enquête au sujet de tout renseignement relatif à l'entrée dans le pays de personnes qui pourraient avoir des liens avec des organisations terroristes.

Alinéa d) :

Existe-t-il des lois ou des procédures empêchant que des terroristes n'utilisent votre territoire pour commettre des actes de terrorisme contre d'autres États ou contre les citoyens de ces États? Il serait utile que les États donnent des exemples de mesures prises à cette fin.

Réponse :

Les autorités de police des États fédérés de Micronésie travaillent en collaboration étroite avec leurs homologues des États voisins, en particulier au sujet des aéronefs et des navires en transit. Nos fonctionnaires de la police des frontières et des douanes sont en alerte renforcée pour surveiller les arrivées et les départs. La législation antiterroriste sera bientôt déposée sur le bureau du Congrès, et elle criminalisera toute action terroriste menée contre un autre État ou ses ressortissants.

Alinéa e) :

Quelles mesures avez-vous prises pour que les actes de terrorisme soient érigés en infractions graves et pour que la peine infligée soit à la mesure de la gravité de ses actes? Veuillez donner des exemples des condamnations obtenues et des peines prononcées.

Réponse :

Les autorités des États fédérés de Micronésie ont rédigé un projet de loi qui sera déposé sur le bureau du Congrès et sur lequel celui-ci se prononcera une fois que le Ministère de la justice aura achevé son examen préalable. Il n'a pas été commis d'acte terroriste dans les États fédérés de Micronésie et aucune personne soupçonnée d'acte de terrorisme n'a été arrêtée.

Alinéa f) :

Quels lois, procédures et mécanismes avez-vous mis en place pour vous assurer que les demandeurs d'asile n'ont pas participé à des activités terroristes avant de leur octroyer le statut de réfugié? Veuillez citer des exemples à ce sujet.

Réponse :

Un projet de loi d'assistance mutuelle est déposé sur le bureau du Congrès; il prévoit une procédure à suivre pour la demande ou la fourniture d'une aide à d'autres États. Actuellement, les États fédérés de Micronésie aident les États-Unis d'Amérique dans le cadre des dispositions de l'Accord sur les moyens d'application de la loi qui complète le Pacte de libre association. En pratique, il existe des relations officieuses entre les dirigeants des autorités de police des deux pays; elles facilitent l'échange d'informations et l'obtention d'une aide auprès des États voisins, en particulier les deux autres membres du Pacte de libre association que sont la République des Palaos et la République des Îles Marshall.

Alinéa g) :

Comment les contrôles effectués aux frontières de votre pays empêchent-ils les mouvements de terroristes? Quelles procédures appliquez-vous à cette fin pour la délivrance de documents d'identité et des documents de voyage? Quelles mesures avez vous prises pour empêcher la contrefaçon de ces documents?

Réponse :

Ce contrôle est surtout confié à la Division de la police des frontières et de la main-d'oeuvre du Ministère de la justice. À l'arrivée de chaque voyageur, il est vérifié que son nom ne figure pas sur la liste des terroristes connus fournie par les États-Unis. Cette procédure est complétée par un examen initial des manifestes des aéronefs.

Les policiers des frontières ont reçu une formation, encore trop limitée, sur les méthodes utilisées dans la contrefaçon des passeports et sur la reconnaissance des faciès; mais un complément de formation est sûrement nécessaire. Un logiciel facilitant la police des frontières sera installé au premier semestre de 2002. Il aidera à identifier les terroristes connus qui auraient pénétré sur le territoire des États fédérés. Tous les permis de travail, les passeports et autres documents de voyage sont conservés en sécurité au Ministère de la justice. Le vérificateur public des comptes des États fédérés de Micronésie réalise périodiquement des audits.

Paragraphe 3 :**Alinéa a) :**

Quelles mesures avez-vous prises pour intensifier et accélérer l'échange d'informations opérationnelles dans les domaines visés à cet alinéa?

Réponse :

Les États fédérés de Micronésie ont fourni aux États-Unis des listes détaillées des besoins en matière de sécurité, notamment d'assistance technique, de formation et de matériel.

Alinéa b) :

Quelles mesures avez-vous prises pour échanger des renseignements et coopérer dans les domaines visés à cet alinéa?

Réponse :

Les États fédérés de Micronésie coopèrent avec les États-Unis pour les opérations de recherche de personnes soupçonnées d'actes de terrorisme, leurs actifs et leurs comptes financiers. À ce jour, rien n'a été trouvé dans les États fédérés de Micronésie.

Alinéa c) :

Quelles mesures avez-vous prises pour coopérer dans les domaines visés à cet alinéa?

Réponse :

Les États fédérés de Micronésie coopèrent avec les États-Unis d'Amérique à la recherche des personnes soupçonnées d'actes de terrorisme, de leurs actifs et de leurs comptes financiers. Rien n'a été jusqu'à présent identifié sur le territoire des États fédérés de Micronésie.

Alinéa d) :

Quelles sont les intentions de votre gouvernement en ce qui concerne la signature ou la ratification des conventions et protocoles visés à cet alinéa?

Réponse :

Le Congrès des États fédérés de Micronésie et le Président ont ratifié cinq des conventions et traités contre le terrorisme. Les autres sont à l'étude et pourraient être transmis au Congrès pour ratification.

Alinéa e) :

Donnez tout renseignement pertinent sur l'application des conventions, protocoles et résolutions visés à cet alinéa.

Réponse :

Les États fédérés de Micronésie manquent de capacités et de moyens financiers pour appliquer comme il conviendrait les conventions, les protocoles et les résolutions visés ici. Il faudrait en particulier une aide dans le domaine de l'éducation, entre les différents organismes d'exécution et un financement pour développer des systèmes afin de faciliter cette mise en oeuvre.

Alinéa f) :

Quels lois, procédures et mécanismes avez-vous mis en place pour vous assurer que les demandeurs d'asile n'ont pas participé à des activités terroristes avant de leur octroyer le statut de réfugié? Veuillez citer des exemples à ce sujet.

Réponse :

La législation des États fédérés de Micronésie ne comprend pas actuellement de loi relative à l'octroi du statut de réfugié, et aucune personne n'a encore demandé asile à notre pays. La législation sur l'immigration des États fédérés de Micronésie dispose, si elle n'est pas en règle, qu'aucune personne étrangère ne peut demeurer dans le pays et doit donc en quitter le territoire. Il y a plus de cinq ans, trois réfugiés vietnamiens, qui fuyaient un camp situé en Thaïlande, ont échoué sur les côtes de l'île de Yap. Les États fédérés de Micronésie coopèrent avec le Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés afin d'obtenir leur retour au Viet Nam.

Alinéa g) :

Quelles procédures avez-vous mises en place pour empêcher que les terroristes ne détournent à leur profit le statut de réfugié? Veuillez donner des détails sur les lois ou les procédures administratives qui empêchent que la revendication de motivations politiques ne soit considérée comme pouvant justifier le rejet de demandes d'extradition de terroristes présumés. Veuillez citer les cas pertinents.

Réponse :

Le statut de « réfugié » n'est pas prévu dans la législation micronésienne. Toute personne arrivant sur le territoire de la Micronésie et qui chercherait à obtenir le statut de réfugié doit immédiatement le quitter, faute de quoi elle risque d'être maintenue en détention pendant que l'on s'efforcera de déterminer son statut par le canal de l'Organisation des Nations Unies. En outre, un projet de loi définissant cette notion de façon plus précise sera bientôt rédigé et sera déposé sur le bureau du Congrès des États fédérés de Micronésie.

Le Ministre des affaires étrangères
(Signé) Ieske K. **Iehsi**
